
Crise de la reproduction sociale et refamiliarisation de l'État social à Cuba : Adieu la « femme nouvelle » ?

*Crisis of Social Reproduction and Refamiliarization of the Social State in Cuba:
Farewell to the “New Woman”?*

Blandine Destremau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2637>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.2637](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2637)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Blandine Destremau, « Crise de la reproduction sociale et refamiliarisation de l'État social à Cuba : Adieu la « femme nouvelle » ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 53 | 2015, mis en ligne le 01 septembre 2015, consulté le 25 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2637> ; DOI : [10.4000/interventionseconomiques.2637](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2637)

Ce document a été généré automatiquement le 25 mai 2019.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Crise de la reproduction sociale et refamilialisation de l'État social à Cuba : Adieu la « femme nouvelle » ?

Crisis of Social Reproduction and Refamiliarization of the Social State in Cuba: Farewell to the “New Woman”?

Blandine Destremau

Introduction

- 1 Le projet révolutionnaire cubain avait entrepris la production d'un « homme nouveau », théorisé notamment par Che Guevara¹. De son côté, la « femme nouvelle » devait être libérée des contraintes domestiques et du poids du patriarcat, se dégager des carcans de classe et de race, et parvenir à l'égalité éducative et professionnelle pour se mettre également au service de la révolution. Mon point de départ réside dans une tension constitutive de ce projet d'émancipation: celle qui traverse la famille, d'un côté affaiblie comme institution et cadre de socialisation, de l'autre toujours, et de plus en plus, intensément sollicitée en tant que ménage ou groupe domestique. Toutes « nouvelles » qu'elles puissent être, de nombreuses femmes cubaines se retrouvent ainsi enfermées dans des contradictions dans la gestion de leurs engagements, responsabilités et temps de vie, d'autant plus aiguës qu'elles appartiennent à des groupes sociaux moins favorisés.
- 2 Sous l'effet conjugué du vieillissement démographique et d'une réduction des inégalités sexuées, notamment en termes d'insertion dans les marchés du travail, ce type de contradiction s'aiguise dans nombre de pays, interpellant tant les politiques publiques que les sciences sociales. L'impasse du « déficit de *care* » (Hochschild, 1995), qui débouche fréquemment sur une véritable crise des systèmes reproductifs (Federici, 2002), engendre différentes réponses des politiques publiques (Orloff, 1993, 1996). Ces dernières contribuent, de façon plus ou moins marquée selon les contextes, à une « néo-

familiarisation de l'État social (Chauvières, 2006), à une « rematernalisation » des femmes, surtout celles de milieux populaires (Marques Pereira et Pfefferkorn, 2011 ; Molyneux, 2007 ; Jenson, 2011), à l'intensification des flux de travail de *care* du Sud global vers les pays du Nord dans un mouvement de globalisation du travail reproductif (Anderson, 2000, ; Chang, 2000, ; Hochschild, 2000), et à l'augmentation des inégalités de classe et de race en raison d'une (re)distribution des besoins de *care* qui reproduit les rapports sociaux de domination (Ehrenreich et Hochschild, 2003 ; Magaña, 2013 ; Glen, 2009). Loin de partager une même trajectoire, les pays anciennement socialistes ou communistes connaissent à cet égard différents types de situations et d'orientations qui reflètent tant la construction multiscalaire des politiques antérieures que les systèmes de valeurs, les rapports de pouvoir, les cadres institutionnels et les formes familiales. Selon l'analyse proposée par Javornik (2014) qui classe la politique sociale et familiale dans huit pays ex-socialistes de l'Union européenne en types construits à partir du travail de Leitner (2003) - défamilialiste, familialiste explicite et familialiste implicite -, on peut parler de familialisme implicite et de néo-familiarisation de l'État social cubain.

- 3 Dans ce texte², j'analyse la mise en tension des modèles idéaux de *care* (Hochschild, 1995) de la révolution cubaine, qui reposaient sur une participation importante des services publics en contournant, ou occultant, une relative inertie de la division sexuelle du travail au sein des ménages. Cette dernière resurgit dans un contexte de rétraction des services publics, de dislocation familiale et surtout d'essor d'une autre demande de *care*, émanant des personnes âgées. Dans un premier temps, je présenterai les termes de la tension entre projet émancipateur et besoin de solidarité familiale pour la satisfaction des exigences matérielles de l'existence, dans un contexte de crise économique. On verra ensuite comment la demande croissante de *care* de la part des personnes âgées et dépendantes en particulier est comblée au premier chef par les ménages, et donc pèse de façon disproportionnée sur les femmes, mettant en péril certain de leurs acquis révolutionnaires d'émancipation.
- 4 Ce texte est construit sur plusieurs types de matériaux, élaborés en particulier au cours de quatre missions de terrain (plusieurs semaines chacune) réalisées entre 2010 et 2014. Une enquête de type ethnographique a permis de conduire une trentaine d'entretiens plus ou moins formalisés avec des acteurs de l'intervention sociale auprès des familles à La Havane; et nécessité de mettre en place des situations d'observations participantes et de participation observante dans des centres sociaux et d'accueil, des lieux publics, des établissements scolaires et d'animation socioculturelle d'un quartier central de la capitale. Une bonne partie des informations et énonciations a, en outre, été recueillie au cours de conversations « banales » au gré des rencontres et situations traversées. La recherche s'est par ailleurs appuyée sur des sources documentaires primaires (code de la famille, codes de la sécurité et de l'assistance sociales, statistiques, recensements et enquêtes familles, etc.); et secondaires (textes de recherche, journaux et publications, autres énonciations grand public).

Le projet d' « homme nouveau », individualisation, démarchandisation et socialisation

- 5 Le projet révolutionnaire cubain a mis quatre types de moyens au service de l'émergence d'un nouvel individu, émancipé des attaches raciales et familiales. Tout d'abord, la socialisation étatique, réalisée dans le giron des organisations de masse, des mouvements,

des collectifs de travail et campagnes de travail volontaire, des institutions éducatives, de l'armée et du service civique. Le projet émancipateur individuel était ainsi subsumé sous une émancipation collective et nationale, conduite dans un cadre autoritaire. Le second moyen était celui de l'instauration de l'égalité de statut et de droits, et de l'égalité des chances : l'éducation en a été l'instrument privilégié, ainsi que la rationalisation des carrières au sein d'une économie nationalisée et centralisée. Ainsi, chacun était-il supposé s'affranchir des déterminismes raciaux, familiaux, de sexe et de classe, pour construire des trajectoires valorisant les aptitudes individuelles au service du projet national. Le troisième moyen mis en œuvre soumettait la monnaie et le système des prix au projet social, nationalisait la quasi-totalité des moyens de production, socialisait la satisfaction des besoins, et indexait les rémunérations et l'accès aux biens et services au premier chef sur les besoins, et relativement peu sur la productivité et les dotations de chacun. Assez radicalement égalitariste, le modèle social cubain a ainsi accordé un rôle mineur aux revenus monétaires et aux relations marchandes comme conditions d'accès à la consommation, et amplifié l'importance des biens et services distribués de façon gratuite ou fortement subventionnée. Finalement, les solidarités sociales devaient achever de libérer l'individu des dépendances à l'égard du marché, des solidarités familiales et de l'emprise des liens de dépendance personnels: prise en charge des besoins de santé, assurance d'une pension de retraite, d'invalidité et de handicap, fourniture de logements à des prix très subventionnés aux ménages qui n'en possédaient pas, défamilialisation du soin aux enfants, mutualisation de certaines tâches collectives au sein de comités de défense révolutionnaires et comités locaux des organisations de masse.

- 6 La famille cubaine a été relativement peu institutionnalisée par l'État, selon l'expression de Bourdieu (1993). Il demeure que l'avènement d'un « homme nouveau » passait par « une révolution dans la famille, nécessaire au sein de la révolution socialiste » (Espín, 1990 : 242). Et que l'ordre familial a profondément changé sous le coup des mesures et politiques visant l'émancipation des individus à l'égard des dominations de classe, de genre, de race et du capitalisme marchand, et du fait de mobilités importantes de certains groupes sociaux (émigration en plusieurs vagues), des travailleurs (migrations, missions internationales) et des écoliers (missions, pensionnats, camps et campagnes) (voir entre autres Chávez et alii, 2010; Vera et Diaz, 2008; Vera et Socarrás, 2008; Vera, 2007). Les politiques égalitaristes dans les domaines des droits sociaux et du travail, de la protection sociale, de l'accès à la santé et à l'éducation, des droits civiques et politiques, ont produit un puissant effet d'individualisation et de transformation des rapports sociaux de sexe, de classe et de race vers une réduction des inégalités et un affaiblissement des relations de domination. Les femmes, en particulier, ont bénéficié de mesures juridiques (dont le code de la famille promulgué en 1975), éducatives, d'aménagement de la maternité, de prise en charge des enfants... qui leur ont permis de se libérer des rôles de sexe et de se présenter comme égales aux hommes sur les marchés du travail et dans la sphère politique. Et l'ouverture plus récente d'espaces de marché et d'entreprise, de l'éventail des possibles dans la réalisation de soi et de choix de consommation tend à renforcer l'individualisme des choix et des trajectoires au détriment des formes de soumission aux collectifs qui prévalaient jusqu'aux années 1990 (Destremau, 2015).
- 7 Tout en promouvant (indirectement) la défamilialisation, les politiques publiques se sont, toutefois, avérées plus ou moins implicitement ou explicitement familialistes³ selon les domaines : elles n'ont pas investi tous les espaces de besoins sociaux et ont préservé la famille comme indispensable unité de reproduction. Cette dernière reste très présente

matériellement, socialement, mais aussi institutionnellement, comme système de solidarité et de responsabilité. Des contradictions systémiques se sont ainsi maintenues, voire développées, entre aspirations et ressources des femmes et hommes « nouveaux » (individus de plus en plus individualistes au service de la révolution) ; les besoins de la société ; les moyens consacrés à la reproduction sociale par la collectivité ; la part exigée *de facto* des familles ; et les conditions réelles de partage des responsabilités au sein de ménages transformés, mais pas si « nouveaux » que cela.

Besoin de famille et satisfaction des nécessités économiques et matérielles du quotidien

- 8 La tension entre autonomisation individuelle et contraintes familiales s'est nourrie du défaut des salaires, pensions et modes socialisés de distribution de biens et services à réellement satisfaire les besoins matériels des ménages, dont les manifestations et les effets se sont récemment exacerbés. Si les revenus et pensions, donnant accès à des biens et services très fortement subventionnés, ont conduit à une démarchandisation assez avancée de la reproduction sociale dans le régime révolutionnaire, le système de distribution n'a jamais permis de satisfaire les besoins sociaux, fussent-ils réduits par un choix politique de rejet du consumérisme (et donc par la réduction des choix des consommateurs à des produits standardisés ; Cojimar, 2011).
- 9 Le bien-être des années 1980 qu'évoquent avec nostalgie la plupart de mes interlocuteurs a basculé en crise de survie pour de nombreux ménages depuis les années 1990. Les services publics et l'entretien des infrastructures ont marqué le pas. Au fil des années, l'offre de logement s'est infléchie, le nombre de logements manquants est considérable et le parc existant peu entretenu, à l'exception des zones touristiques. Les services en eau et électricité sont perturbés, les cantines sur les lieux de travail et les internats ont été supprimés, les prix de nombreux biens de consommation ont été partiellement ou totalement désubventionnés, la qualité des soins de santé régresse, l'accès aux médicaments est de plus en plus difficile. Le « panier de base » alloué à tous pour un prix symbolique par l'entremise du carnet de rationnement - *libreta*, - constitué de biens de première nécessité subventionnés à très bas prix - denrées alimentaires (huile, sucre, haricots, riz, café...) et produits d'hygiène (savon, dentifrice...) - couvre une portion de plus en plus réduite des besoins fondamentaux, tant en quantité qu'en diversité. Détournée vers les marchés en prix « libérés », plus rentables pour les producteurs, l'offre des marchés agropastoraux étatiques s'est contractée.
- 10 Une partie de plus en plus importante de la reproduction sociale, en proportion et en diversité des besoins, doit donc être satisfaite sur des marchés et modes d'accès plus onéreux, légaux ou non: marchés « libérés » en pesos, mais surtout marchés en monnaie convertible⁴ sur lesquels peuvent s'acquérir, à des prix internationaux, des vêtements, des chaussures, des produits d'hygiène, des téléphones portables, des équipements électroménagers, des accessoires divers, des fournitures semi-professionnelles, etc. L'extension du marché engendre une culture de consommation à laquelle les salaires et pensions publics ne permettent pas l'accès, tant les sphères de prix sont décalées (Destremau, 2015). Et le décloisonnement s'intensifie entre les sphères monétaires et les systèmes de prix : de plus en plus de biens et services ne sont plus disponibles qu'en CUC. Cette uniformisation progressive – qui doit conduire à l'unification monétaire – au détriment de la sphère subventionnée (en pesos) représente une perte considérable de

pouvoir d'achat pour les pensions et salaires publics. Depuis 2005, des mesures d'augmentation importante des bas salaires et des pensions ont été adoptées, en monnaie nationale, sans parvenir à inverser la paupérisation considérable d'une bonne partie de la population (Mesa-Lago 2014)⁵.

- 11 Les conditions de reproduction matérielle ne sont pas – et de moins en moins – suffisamment assurées par l'économie socialiste pour soulager réellement les individus – et particulièrement les personnes dépendantes – de leur besoin de solidarité. La *lucha*, l'*inventar*⁶ ont comme ressource et destination le groupe domestique, parfois au-delà, y compris lorsqu'ils prennent la forme d'une entreprise. Sans relations de solidarité de proximité, et particulièrement familiale, la pauvreté matérielle qui est le lot de la majorité des Cubains se transforme en misère : un individu peut difficilement vivre sans famille. En effet, compte tenu de la dégradation de la couverture des besoins assurés par la distribution de rationset de la marchandisation croissante des biens et services, un individu ne peut survivre avec la seule ressource d'un salaire ou d'une pension publique. Ni, *a fortiori*, prendre en charge d'autres personnes. Si aucun parent émigré n'envoie d'argent⁷, d'autres ressources doivent être fournies par la débrouille ou une activité de nouvel entrepreneuriat. Or l'une comme l'autre peuvent difficilement être menées individuellement : elles s'appuient sur une organisation et l'entretien de réseaux sociaux, mutualisés au sein d'un groupe domestique, qui en est la ressource et le destinataire (Zabalà, 2010 ; Cojimar, 2011).
- 12 La survie quotidienne requiert, de surcroît, de multiples démarches, de longues heures de queue, des temps infinis à attendre les autobus (lorsqu'on n'a pas les moyens de s'offrir un taxi), de passer régulièrement dans différents types de lieux d'approvisionnement pour voir si un certain produit est arrivé, de faire le tour de ses contacts pour trouver une pièce de rechange, de se déplacer pour effectuer des démarches administratives et régler ses factures... Les microentreprises de *cuentapropistas* – accueil de touristes, restauration, manucure, coiffure, boutiques, duplication de DVD, fabrication d'objets artisanaux, etc. – se nichent elles aussi souvent au cœur de la famille : une bonne part d'entre elles sont installées à domicile et reposent sur la contribution de main d'œuvre familiale (Uriarte, 2004 ; Wehrli, 2008 ; parmi bien d'autres).
- 13 La solidarité familiale absorbe également les instabilités croissantes de l'intégration dans l'emploi, et donc l'allongement du temps nécessaire à l'autonomisation des jeunes, tout autant que les soubresauts dus à sa fragilité. En effet, le système cubain prévoyait une forte linéarité et homogénéité des trajectoires : après des études obligatoires (neuf ans, puis douze ans de scolarité), un jeune était orienté vers une formation technique, ou *una carrera*, c'est-à-dire des études supérieures débouchant sur un emploi public qualifié. Les récits entendus sur la période « avant les années 1990 » font peu de cas des inévitables ratés de cette machine de socialisation et d'intégration, qui existaient certainement. Il demeure que le phénomène s'est indubitablement accentué : d'une part, les carrières publiques sont moins attractives pour des jeunes aspirant à une consommation occidentalisée, et rechignant à faire de longues études pour percevoir de très modestes salaires. D'autre part, les institutions de formation et de socialisation des jeunes en difficulté scolaire ne sont plus aussi efficaces à les attirer et les intégrer. Finalement, l'encouragement à l'initiative privée, qui sert l'objectif de dégraissage des effectifs publics, produit une zone grise entre emploi et non-emploi, entre difficultés économiques et faillite, entre petits et vrais boulots, qui ne favorisent pas l'autonomie.

- 14 La solidarité familiale s'impose d'autant plus que le problème de logement rend difficile, voire quasiment impensable, la décohabitation des jeunes adultes des milieux populaires. Le déficit de la construction de logement a conduit à la cohabitation forcée de noyaux familiaux – ou de personnes non apparentées-, en particulier parmi les couches populaires. Les zones d'habitat informel, parfois proche de bidonvilles, se multiplient dans les quartiers périphériques de La Havane. Les immeubles d'habitat populaires des banlieues sont peu entretenus. Dans les quartiers anciens de la capitale, la suroccupation d'appartements exigus, le manque d'entretien, la détérioration du bâti et des équipements conduisent à une forte insalubrité et à l'écroulement pur et simple de certains bâtiments lors des saisons pluvieuses. Toute autonomisation résidentielle se heurte à la pénurie d'offres de logements et, récemment, suite à la libéralisation du marché immobilier, au niveau de leurs prix.

Une émancipation féminine paradoxale

- 15 L'évolution de la structure des familles manifeste ainsi une contradiction, inhérente au projet de société mis en place depuis la révolution cubaine, entre individualisation et nécessité d'interdépendance, voire dépendance (Duràn, 2010). D'un côté, l'instauration de l'égalité formelle et la réduction des inégalités réelles (entre sexes et conjoints, entre classes et races), l'encouragement des femmes à participer de plein droit à la vie sociale, économique, culturelle et politique, l'individualisation des droits sociaux, la mise en place de dispositifs de transfert de la prise en charge des enfants vers les institutions publiques (cantines, pensionnats, crèches, camps et missions en zones rurales...), ont oeuvré à libérer les femmes des subordinations domestiques pour leur permettre des trajectoires autonomes, mais aussi de se mettre au service de la nation en s'engageant dans des carrières et dans des collectifs (King, 1977). Ces politiques de la société ont déplacé les contours des dépendances légitimes et illégitimes (Fraser et Gordon, 1994) et de l'autonomie. La notion de salaire familial apporté par « l'homme gagnant de pain » n'a pratiquement plus de pertinence (Safa, 1995, 2005) et les femmes deviennent « plus dépendantes de l'État que de leur époux » (Javornik, 2014). Les femmes sont libres de ne pas occuper d'emploi – et de fait seuls 60% d'entre elles sont recensées comme actives en 2010. Elles peuvent choisir d'être « femmes au foyer » et de rester dépendantes d'un homme, ou d'autres membres de leur famille, mais ne peuvent pas prétendre dépendre financièrement de l'État : elles ne sont pas, au simple titre de femmes ou de mères, même célibataires⁸, exonérées de l'obligation de travailler pour subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille (sauf si elles ont à elles seules la charge d'enfants handicapés).
- 16 L'autonomisation des femmes, combinée aux migrations, et aux difficultés économiques et de cohabitation dans des logements exigus ont engendré d'importants changements dans les façons de faire famille (Alvarez, 2004; Ares et Benitez, 2009 ; Vera et Diaz, 2008, parmi bien d'autres). L'instabilité des couples s'est accentuée, contribuant à l'éclatement des structures familiales. Au sein des ménages, l'hétérogénéité des formes de parenté s'accroît. Nombre d'entre eux sont organisés autour de la mère en charge de ses enfants mineurs ou adultes, avec ou sans autres parents cohabitants. Moins du tiers des ménages correspond au modèle « nucléaire classique », c'est-à-dire deux parents et leur(s) enfant(s) (Franco et Alfonso, 2008).
- 17 Les résultats du recensement de 2012 indiquent que 44,9 % des ménages sont dirigés par des femmes, en augmentation nette par rapport au précédent recensement de 2002, qui

établissait ce pourcentage à 40,6 % (28,2% en 1981 et 14% en 1953). On peut lire dans cette proportion considérable un signe du « paradoxe de la femme cubaine » (Fleites-Lear, 1996), la matrifocalité se présentant comme l'un des effets (peut-être pervers) de la dépatricialisation. Quoique recouvrant des réalités très disparates (Fleitas Ruiz, 2005), et pas nécessairement l'absence d'homme, cette tendance reflète tant l'indépendance économique et l'autonomie subjective des femmes, que l'instabilité des unions (et l'importance des unions « de visite ») et les mobilités internationales des hommes. Ainsi que le montre Helen Safa (1995, 2005), elle est également à mettre en relation avec la dévalorisation du rôle économique de l'homme, qui n'est plus nécessaire à une femme autonome et employée⁹. Fait souvent imputé à un modèle culturel caribéen, la famille cubaine est vécue comme essentiellement liée par la consanguinité et la filiation, et seulement marginalement par l'alliance (Vera et Diaz, 2008 ; Chávez et alii, 2010; Vera et Socarrás, 2008; Vera, 2007, parmi d'autres).

- 18 L'émancipation des femmes, combinée à la contrainte économique et de logement qui pèse dans la décision de procréer¹⁰, a produit des résultats notoires en termes de réduction de la fécondité, jusqu'à porter atteinte au renouvellement des générations. Depuis 1978, le nombre d'enfants par couple est inférieur à 2,1, qui est le taux de remplacement, et le taux brut de fécondité est passé de 4,07 en 1960 à 1,69 en 2012 ; le taux de croissance démographique est négatif depuis 2006¹¹. Les politiques publiques ont pourtant tenté de soutenir la natalité et, plus précisément la maternité, dans des conditions compatibles avec l'émancipation des femmes, et au service des objectifs de développement social et économique du pays (Catasus Cerveira, 1996): si elles n'ont pas versé aux familles de revenu supplémentaire, elles ont aménagé les conditions d'emploi des femmes enceintes et accordées des congés de maternité généreux, soulagé les femmes ayant des grossesses difficiles des obligations familiales, en leur proposant une institutionnalisation (foyer maternel), systématisé l'éducation sexuelle, garanti un large accès en crèche et universalisé la préscolarisation. Elles ont aussi accordé aux enfants nés hors mariage légal, les mêmes droits qu'aux autres.
- 19 Ces efforts se sont avérés insuffisants¹² : les politiques publiques n'ont pas totalement résolu la contradiction entre la conduite d'une vie de femme-dans-la-famille et celle d'une vie de travailleuse citoyenne. C'est que le poids du travail de *care* ne se limite pas aux enfants : de nombreux ménages sont « encombrés » par les personnes âgées, qui ont en quelque sorte pris la place physique des enfants.

Vieillesse et surcharge des ménages

- 20 L'amélioration des conditions sanitaires a en effet rallongé l'espérance de vie de vingt ans en deux générations : de 59 ans en 1953 à 78 ans en 2012. La pyramide des âges est aujourd'hui préoccupante : depuis 2009, la proportion des plus de 60 ans (18,3% en 2012) dépasse celle des moins de quinze ans (17,2%), celle des plus de 65 ans s'en rapproche, et les projections accentuent la tendance. Le taux de dépendance, du coup, ne s'est pas significativement modifié au cours des dernières années (547 pour 1000 habitants de 15-59 ans en 2012), mais il est en augmentation continue, quoique lente, depuis le début des années 1990, après avoir subi une décrue rapide au cours des décennies précédentes, en raison de la chute du taux de natalité. Il est projeté en fort essor (677 en 2025).
- 21 La composition des ménages exprime plutôt la présence de personnes âgées que celle d'enfants : en 2012, les deux tiers des ménages cubains ne comptent aucun enfant de

moins de 14 ans, mais 40% comprennent une personne de plus de 60 ans¹³. Il s'agit bien de cohabitation : 90% des personnes âgées vivent dans leur famille. Typique des pays latins, le *care* familial des personnes âgées s'affiche en effet comme la norme idéale, évoquée avec une émotion et des accents culturalistes – en termes d'amour et de justice sociale plutôt que de travail – qui laissent peu de place au débat, alors même que ce même idéal, lorsqu'il s'agit des enfants, a marqué le pas. Autant par souci d'économie, pour s'être laissé prendre de vitesse en pleine crise économique, que par conformité culturelle, la politique du gouvernement cubain a consisté à favoriser le maintien à domicile et la continuité de l'intégration communautaire des *abuelos*¹⁴, accompagnés par des structures de jour et un déploiement d'activités et d'accompagnements sanitaires et sociaux. Dès lors qu'elles deviennent dépendantes ou ont du mal à se déplacer et à maintenir leurs relations sociales, toutefois, le besoin de présence des personnes âgées à domicile rend nécessaire la disponibilité plus ou moins constante d'une personne (Bessin 2010).

- 22 Sans surprise, le *cuidador* est souvent une *cuidadora*¹⁵. Si la recherche fait état d'un estompage des inégalités dans la division sexuelle du travail et des responsabilités domestiques, la décharge des tâches domestiques vers les services publics et la labilité des unions ont apparemment permis aux ménages de faire l'économie d'une transformation radicale des modes de partage sexués (Lutjens, 1995 ; Peciña, 2008). Et si la femme-mère est déchargée par les institutions (et par la baisse de la fécondité) pour pouvoir se consacrer à d'autres engagements, la femme-fille ou petite-fille (mais aussi le fils ou petit-fils) se doit de prendre soin des personnes âgées (mais aussi des handicapés et alcooliques) de sa famille. Le poids considérable des ménages dirigés par des femmes accroît leur charge dans la reproduction matérielle de la famille et du soin aux dépendants.
- 23 Certains chercheurs soutiennent que, bien que les réductions d'emploi public touchent *a priori* hommes et femmes de façon équivalente, les activités dans l'économie privée marchande les plus ouvertes aux femmes reposent, de fait, sur des tâches domestiques – chambres d'hôte, restauration, service à domicile notamment – et les soins du corps – manucure, coiffure. Les femmes seraient les premières à quitter leur emploi public pour se lancer dans une activité de type domestique ou de *care*. Le devoir de soin à l'égard des personnes âgées, qu'il complique la poursuite d'une carrière ou se combine avec une sortie du salariat pour s'engager dans des activités économiques plus conciliantes, tendrait à réactiver des divisions sexuées du travail héritées de la période prérévolutionnaire. La complication et la charge croissantes des obligations domestiques soutiendraient ainsi la refamilialisation des rôles féminins, ou la revalorisation rampante d'un rôle de femme au foyer, doublé d'entrepreneuriat plus ou moins dissimulé¹⁶. Les implications en termes de surcharge des femmes pourraient expliquer en partie leur relativement bas taux d'activité¹⁷.
- 24 Les choix effectués par les familles et les femmes en particulier pour faire face à leurs (inter)dépendances et responsabilités dépendent de façon non négligeable de leurs revenus et autres ressources (familiales, territoriales, professionnelles, etc.), qui réintroduisent et renforcent les inégalités de solidarité. En effet, un marché de la prise en charge des personnes âgées se met lentement en place, mais il n'est accessible qu'aux personnes disposant de revenus suffisants. La présence et les moyens économiques ne s'équilibrent cependant pas toujours : de nombreuses personnes âgées reçoivent des versements de leur famille émigrée aux États-Unis avant leur vieillissement, mais n'ont personne de leur famille pour s'occuper d'eux. Lorsque la famille est éloignée, émigrée,

ou trop occupée, une personne âgée peut se trouver isolée, soit de façon permanente, soit pendant la journée seulement.

- 25 Ne pouvant plus être absorbé par le groupe domestique, n'étant pas socialisé dans le cadre de politiques publiques, le vieillissement émerge en « question sociale ». Il représente un élément clé de la contradiction des temps sociaux: plus assez d'enfants, familles moins consacrées au *care*, pas suffisamment de marchandisation du soin pour autrui, et pas assez de socialisation par l'État. C'est dans ce contexte que se consolide l'intervention sociale auprès des familles, sans pour autant parvenir à infléchir ces tendances.

L'assistance et l'intervention sociales face à la crise du *social care*¹⁸

- 26 À partir de la fin des années 1990 se renforce l'*atención*¹⁹ à des groupes vulnérables, qui ne peuvent subvenir à leurs besoins par leur travail, et qui sont particulièrement touchés par la crise économique et les effets des réformes. Ce renforcement, « nouveau moment de la politique sociale » (Espina Prieto, 2008 : 159), est pour une bonne part intégré dans le *Sistema de Atención a la Familia*²⁰, l'un des piliers des dispositifs d'assistance cubains, instauré en 1996. Des investissements ont ainsi été réalisés dans des programmes de distribution de prestations en espèces, en nature (alimentation, médicaments) , des programmes de soutien à la rénovation des logements, etc. L'intervention sociale est également sollicitée pour orienter, intégrer, et le cas échéant discipliner et soigner les vagabonds, faire cesser les pratiques prostitutionnelles ou délinquantes, suivre les cas de déscolarisation, de violence et d'alcoolisme les plus patents, etc. Outre la mobilisation des effectifs de travailleurs sociaux déjà en activité (essentiellement rattachés à des institutions de santé), le renforcement de l'assistance et de l'intervention sociales s'est notamment appuyé sur la formation, au cours des années 2000, d'un corps de travailleurs sociaux *emergents* appelés à diversifier les compétences et modes d'interventions, et dont la professionnalisation est actuellement discutée dans le cadre des réformes des formations en travail social. Leur action est encadrée dans un enchevêtrement dense d'institutions politiques, sociales, socioculturelles, sportives, sanitaires, d'organisations formelles, d'initiatives ad hoc, de programmes, plus ou moins disciplinaires ou sécuritaires, omniprésents dans les quartiers de la capitale.
- 27 Une importante mobilisation a été impulsée du côté des politiques d'*atención* aux personnes âgées, mais, tout comme l'assistance aux personnes démunies, elle apparaît très insuffisante²¹. Dès 1974, le *Plan Nacional de Atención al Anciano*²² fut lancé, renforcé en 1982, et articulé en 1984 à la politique du médecin de famille, qui installait dans les quartiers une consultation de généraliste pour 120 familles. Une enquête sur la situation des personnes âgées suivit, qui déboucha sur le *Programa de Atención Integral al Adulto Mayor*²³, intégrant des orientations sanitaires et gérontologiques spécialisées, sportives, culturelles, et sociales, mais dont la mise en œuvre souffrit de la crise des années 1990. Ainsi les résidences, dans lesquelles les personnes dépendantes et isolées peuvent s'installer de façon permanente, sont réduites au strict minimum²⁴. Initiées dans les années 1970, les Maisons de personnes âgées procurent un accueil de jour à des personnes isolées pendant la journée et qui ne peuvent effectuer les tâches quotidiennes, risquent des chutes, de ne pas s'alimenter, de déprimer voire de se suicider. Elles organisent certaines occupations et sorties, et procurent des repas et un suivi sanitaire. Avec la paupérisation, la fourniture

de repas acquiert une importance primordiale et le dispositif de Cantines communautaires, qui accueillent aux deux tiers des personnes âgées, a été étendu.

- 28 L'assistance et l'intervention sociales sont essentiellement appelées à endiguer les manifestations les plus perturbantes de la crise économique et des transformations structurelles qui l'accompagnent pour la vie sociale et pour l'ordre public : l'émergence de symptômes de dysfonctionnements sociaux (isolement, délinquance, décrochage scolaire, inactivité des jeunes, prostitution, vagabondage...). Elles tentent de consolider des formes de mobilisation et d'encadrement jusque là confiées à des institutions et organisations politiques dont le rôle de production de régulation, de solidarité et de cohésion sociales est affaibli. Elles ont néanmoins subi de plein fouet la réduction des dépenses publiques de la fin des années 2000, alors même que les structures sanitaires et sociales universalistes se dégradent de façon accélérée (Mesa-Lago, 2014 ; Destremau, 2016 à paraître). L'assistance et l'intervention sociales semblent ainsi impuissantes à refonder des équilibres permettant de dépasser la crise de la reproduction sociale, exacerbée autour des enjeux de *care*.

Conclusion: Contradiction des temps sociaux: la famille sous pression, les individus en tension

- 29 De fait, la période des vingt-cinq dernières années consacre une refamilialisation de la reproduction sociale à Cuba, et un aiguïsement des tensions que font peser sur les femmes (mais aussi sur de nombreux hommes) leurs obligations multiples. Les tensions entre les attentes et charges pesant sur la famille et les transformations émancipatrices des individus de tous âges se nourrissent d'obligations d'interdépendance voire de dépendance. Or la brèche entre prise en charge institutionnelle et responsabilisation familiale n'a fait que s'accroître au cours des dernières décennies.
- 30 C'est au sein des ménages que se nouent crise du *care* et de la reproduction économique et sociale, et contradiction dans les temps sociaux, tant à l'échelle d'une journée, que d'un cycle de vie, ou encore qu'entre générations. Ces crises et contradictions fragilisent la famille alors même qu'elle est fortement sollicitée, et constituent un danger de réversibilité des acquis d'émancipation des femmes. La désaffection relative des *Casas de Orientación a la Mujer y la Familia*²⁵, la discrétion des actions menées au plan local par les délégations de la Fédération des femmes cubaines (tout au moins dans La Havane) semblent de fait aller dans le sens d'un abandon relatif de la défense de la « femme nouvelle », pour parer au plus pressé : la crise sociale et la crise économique.
- 31 Ces évolutions, loin d'être exceptionnelles, ont été constatées dans un certain nombre de pays postsocialistes, héritiers de modèles familiaux et de politiques familiales ambivalents, et tous marqués par des trajectoires institutionnelles différentes²⁶. L'assistance et l'action sociales qui émergent en « nouvelle politique sociale » éclairent les dimensions familialistes occultées des politiques cubaines. Leur renforcement répond plus à l'urgence et au besoin d'endiguement de la désintégration sociale, qu'au besoin de repenser les grands équilibres de la reproduction sociale, dont le *care* n'est qu'une dimension, et la contradiction des temps sociaux, une des manifestations.

BIBLIOGRAPHIE

- Almodovar Romero, Magela (2011). Repensar el trabajo doméstico no remunerado a tiempo completo en la Cuba contemporánea, *Cuban Studies*, Vol. 42, pp. 78-96.
- Alvarez Suarez, Mayda (2004). La familia cubana: políticas públicas y cambios socio-demográficos, económicos y de género, dans *Cambio de las familias en el marco de las transformaciones globales: necesidad de políticas públicas eficaces*, CEPAL - SERIE Seminarios y conferencias N° 42, pp. 305-334, Disponible sur: www.eclac.cl/publicaciones/xml/5/20555/ssc42_Familia_Parte2.pdf. Accès en: avr. 2014.
- Anderson, Bridget (2000). *Doing the Dirty Work? The Global Politics of Domestic Labour*. London: Zed Books, 224 p..
- Arés Muzio Patricia et Benitz PerezMaría Elena (2009). *Familia cubana : nuevos retos y desafíos a la política social*, La Havane, IPS CUBA, Enfoques, n° 21. Disponible sur: www.cubaalamano.net. Accès en: avr. 2014.
- Bessin, Marc (2010). La présence sociale auprès des personnes en difficultés : enjeux temporels et sexués, Paris. Disponible sur: <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00612746>. Accès en: avr. 2014
- Bloch, Vincent (2011). Les dédales du régime cubain, 1959-1989, dans Bloch V., Letrillard Ph. (coord.) *Cuba, un régime au quotidien*, Paris, Choiseul, pp. 9-62.
- Bourdieu, Pierre (1993). A propos de la famille comme catégorie réalisée, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°100, pp. 32-36.
- Catasus Cerveira, Sonia I (1996). *La population de Cuba, principales caractéristiques et tendances démographiques*, Paris, *Les dossiers du CEPED* n° 39.
- Chang, Grace (2000). *Disposable Domesticity. Immigrant Women Workers in the Global Economy*. Boston: South End Press, 235 p.
- Chávez Negrín, Ernesto et allí (2010). *Las familias cubanas en el parteaguas de dos siglos*, Habana, CIPS/UNICEF, 150 p.
- Cojimar, Julia (2011). Les Vàsquez: une économie familiale à la Havane, dans Bloch V., Letrillard Ph. (coord.) *Cuba, un régime au quotidien*, Paris, Choiseul, pp. 63-81.
- Destremau, Blandine (2014). Que “boa família”? Assistência e solidariedade familiares em Cuba, dans Garcia dos Santos Y. et Enríquez Rosas R. (eds.), *Assistência e família na América Latina: intimidade, vínculos sociais e gênero (Assistance et famille en Amérique latine : intimité, liens sociaux et genre)*, Dossier thématique de la revue *Cadernos de Pesquisa*, Fundação Carlos Chagas, São Paulo, Brésil, n° 152, (abr/jun), pp. 290-311.
- Destremau, Blandine (2015). L'extension du marché à Cuba : une « grande transformation » ? dans Servet J.-M et Hillenkamp, I.. (dir.), *Comprendre autrement le marché. Marchés réels et marché fantasmé*, Paris, Classiques Garnier, collection Écrits sur l'Économie, p. 251-274.
- Destremau, Blandine (2016, à paraître). Universalité, inégalités, famille. Du tournant des politiques d'assistance cubaines, dans Destremau B., Georges I. (dir.), *Le gouvernement des pauvres*

en Amérique latine. *La police du genre*, Paris, Aix-en-Provence, Karthala – Cherpa, coll. Questions transnationales.

Díaz-Briquets, Sergio et Perez, Lisandro (1982). Fertility Decline in Cuba : A Socioeconomic Interpretation , *Population and Development Review*, vol. 8, n° 3, Sept , pp. 513-537.

Duràn, Alberta (2009). Transformaciones sociales y familia en Cuba : desafíos para las políticas sociales. *Cuadernos del CIPS*, Habana.

Ehrenreich, Barbara, Hochschild, Arlie Russell (2003). *Global Woman. Nannies, Maids and Sex Workers in the New Economy*. New York, Metropolitan Books, 328 p.

Espín Guillois, Vilma (1990). La familia en el socialismo, Intervención en la reunión de dirigentes femeninas de países socialistas, *La mujer en Cuba. Familia y sociedad*, Habana: Imprenta Central de las FAR, pp. 225-245.

Espina Prieto, Mayra (2008). *Políticas de atención a la pobreza y la desigualdad*, CLACSO, Colección CLACSO-CROP, Habana. Disponible sur: bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/clacso/crop/prieto/. Accès en: avr. 2014.

Federici Silvia (2002). Women, Reproduction and Globalization, dans Ch. Verschuur (dir.), *Genre, mondialisation et pauvreté, Cahiers Genre et Développement*, n° 3, Genève: IUED-EFI; Paris: L'Harmattan, 2002, 255 p., pp. 45-69.

Fleitas Ruiz Reina (2005). La política social y la familia en Cuba. Familias monoparentales, dans R. Fleitas Ruiz (dir.). *Selección de lecturas de sociología y política social de la familia*, Habana, Editorial Felix Varela, pp. 339-362.

Fleites-Lear, Marisela (1996). Paradojas de la mujer cubana. *Nueva Sociedad*, n° 143, Mayo-Junio, pp. 41-55.

Franco, Maria del Carmen et Alfonso Suarez, Alina (2008). El perfil sociodemográfico de los hogares cubanos. Analisis por territorios. *El estado actual y perspectiva de la población cubana : un reto para el desarrollo territorial sostenible*, Cuadernos de Estudios de Población y Desarrollo ; Hogares Cubanos Habana : Office national des statistiques, Centro de Estudios de Población y Desarrollo. Disponible sur: <http://www.one.cu/publicaciones/cepde/cuaderno/Articulo%203.pdf>. Accès en: avr. 2014.

Fraser, Nancy et Gordon Linda (1994). A Genealogy of Dependency: Tracing a Keyword of the U.S. Welfare State. *Signs*, Vol. 19, No. 2 (Winter), pp. 309-336.

Glenn, Evelyn Nakano (2009). De la servitude au travail de service : les continuités historiques de la division raciale du travail reproductif payé, dans Dorlin E. (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*. Paris, PUF, p. 21-63.

Hochschild Arlie (1995). The culture of Politics : Traditional, post-Modern, cold-Modern and Warm-Model Ideals of Care, *Social Politics*, 2 (3), p. 333-346.

Hochschild, Arlie Russell (2000). Global Care Chains and Emotional Surplus Value. Dans Hutton, W. and A. Giddens (eds.) 2000, *Global Capitalism*. New York : New Press. (130-147).

Javornik Jana (2014a). L'adieu au modèle de « l'homme soutien de famille ». Le présent postsocialiste à la lumière du passé socialiste. *Politiques sociales et familiales*, n° 115, pp. 11-24.

Javornik, Jana (2014b). Measuring state de-familialism: Contesting post-socialist exceptionalism, *Journal of European Social Policy*, 24: 3, p. 240-257

- Jenson, Jane (2011). Politiques publiques et investissement social : quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ?, *Cahiers du Genre*, « *Genre, politiques sociales et citoyenneté* », organisé par Bérengère Marques-Pereira et Roland Pfefferkorn, Hors Série, 2011, pp. 21-43
- King, Marjorie (1977). Cuba's Attack on Women's Second Shift. *Latin American Perspectives*, vol. 4, n° 1 / 2, *Women and Class Struggle* (Winter- Spring), pp. 106-119.
- Leitner Sigrid (2003). Varieties of familialism: The caring function of the family in comparative perspective », *European Societies*, vol. 5, n° 4, pp. 353-375.
- Lutjens, Sheryl L. (1995). Reading between the Lines. Women, the State and Rectification in Cuba. *Latin American Perspectives*, issue 85, vol. 22 n° 2, pp. 100-124.
- Magaña, Coral Calderón (ed.), 2013, *Redistribuir el cuidado. El desafío de las políticas*, Cuadernos de la CEPAL n° 101, Santiago de Chile, Publicación de las Naciones Unidas
- Marques-Pereira Bérengère et Pfefferkorn Roland (eds.) (2011). *Genre, politiques sociales et citoyenneté*, *Cahiers du Genre* 2011/3 - HS n° 2, Paris, L'Harmattan.
- Martin Claude (2008). Qu'est-ce que le social care ? Une revue de questions, dans *Le care : entre transactions familiales et économie des services*, *Revue française de socio-économie*, n° 2, pp. 27-42.
- Mesa-Lago, Carmelo (2002). Growing Economic and Social Disparities in Cuba : Impact and Recommendations for Change. *University of Miami : Institute for Cuban and Cuban-American Studies : Cuba Transition Project*, Disponible sur: http://ctp.iccas.miami.edu/Research_Studies/CMesaLago.pdf. Accès en: avr. 2014.
- Mesa-Lago, Carmelo (2006). Social and Economic Policy in Cuba : a Model of Integral Development for Latin América ?, *ARI* n° 148/2005, Real Instituto Elcano de Estudios Internacionales y Estratégicos.
- Mesa-Lago, Carmelo (2014). Institutional Changes of Cuba's Economic-Social Reforms: State and Market Roles, Progress, Hurdles, Comparisons, Monitoring and Effects, dans Richard E. Feinberg and Ted Piccone (eds.), *Cuba's Economic Change in Comparative Perspective*, Latin America Initiative Foreign Policy at BROOKINGS, Université de la Havane, p. 48-69.
- Molyneux, Maxyne (2007). Change and Continuity in Social Protection in Latin America, Mothers at the Service of the State?, UNRISD.
- Orloff, Ann (1993). Gender and the social rights of citizenship: The comparative analysis of gender relations and welfare states, *American Sociological Review*, 58 (3), 303-328.
- Orloff, Ann (1996). Gender in the welfare state, *Annual Review of Sociology*, 22 (1), 51-78.
- Peciña, Martha (2008). Les femmes cubaines à l'épreuve de la crise économique. *Cahiers d'Amérique latine*, 57-58, pp. 159-172.
- Safa, Helen (1995). *The Myth of the Male Breadwinner: Women and Industrialization in the Caribbean*, Boulder, Colorado, Westview Press.
- Safa, Helen (2005). The Matrifocal Family and Patriarchal Ideology in Cuba and the Caribbean. *Journal of Latin American Anthropology*, vol. 10, n° 2, pp. 314-338.
- Scarpaci, Joseph L. (2000). Winners and losers in restoring Old Havana. Pérez López, J.; Alonso, J. F. (eds.) *Cuba in Transition*, Volume 10, Washington, D.C., Association for the Study of the Cuban Economy, pp. 289-299.
- Uriarte-Gaston, Miren (2004). Social Policy responses to Cuba's Economic Crisis of the 1990s. *Cuban Studies*, volume 35, pp. 105-136.

Vera Estrada (dir.) (2007). *La Dimensión familiar en Cuba : pasado y presente*, Habana, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello.

Vera Estrada, Ana et Diaz Canals, Teresa (2008). Family, Marriage and Households in Cuba, dans Hennon, Ch. B. ; Wilson, S. M. (eds.), *Families in a Global Context*, New York, Routledge, pp. 465-491.

Vera Estrada, Ana et Socarrás, Elena (2008). ¿Modelos de familia en Cuba? Una aproximación desde la cultura, dans Vera Estrada, Ana et David Robichaux (coord.), *Familias y culturas en el espacio latinoamericano*, Habana, Instituto Cubano de Investigación cultural Juan Marinello/ Universidad Iberoamericana de México, pp. 63-102.

Wehrli, Angelica (2008). ¡No es fácil! – Facing Daily Challenges in Havana, Cuba, *Autrepart. Revue de sciences sociales au Sud: Les mondes post-communistes. Quels capitalismes? Quelles sociétés?* Paris, Armand Colin, IRD. Vol. 48, pp. 73-86.

Wehrli, Angelica (2010). Ama de Casa – A Hidden form of Entrepreneurial Success? Re-Challenging Gendered Roles. *International Journal of Cuban Studies*. London, Pluto Journals, Vol. 2, nos. 3 and 4), pp. 104-16.

Zabala Argüelles, Maria del Carmen (2010). *Familia y pobreza en Cuba. Estudio de casos*, Habana, Publicaciones Acuario, Centro Felix Varela.

NOTES

1. Particulièrement dans son texte *El socialismo y el hombre en Cuba* (1965).
2. Ce texte s'inscrit dans le cadre du programme ANR de recherches LATINASSIST, coordonné par Blandine Destremau et Isabel Georges, dont l'objet est l'étude des effets sociaux du développement d'une offre institutionnelle d'assistance destinée aux femmes dans six villes d'Amérique latine : Buenos Aires, Santiago de Chile, Guadalajara, Sao Paulo, Bogota et La Havane (2011-2014). Il poursuit la réflexion élaborée sous des angles différents dans (Destremau, 2014 et 2015). Je remercie également l'Instituto Cubano de Investigación Cultural "Juan Marinello" pour son accueil.
3. Le « défamilialisme » est patent pour ce qui concerne les enfants et l'autonomie des femmes par le travail. On peut plutôt parler de familialisme explicite pour ce qui est de la prise en charge des personnes âgées (en se référant aux définitions élaborées par Leitner 2003).
4. Peso cubain convertible ou CUC vaut de 23 à 25 pesos cubains ou CUP. Le CUC est adopté comme monnaie officielle de Cuba, le 8 novembre 2004. Sa circulation, limitée au territoire cubain, a remplacé celle des dollars US, dont la circulation a été libérée en 1993. Les salaires publics sont versés en pesos cubains (mais certaines entreprises publiques versent aussi des intéressements en CUC), tout comme les biens offerts par les distributions rationnées et ceux des marchés étatiques. Le marché noir fonctionne dans l'une ou l'autre monnaie.
5. La pauvreté est difficilement mesurable, puisqu'une bonne partie des biens et services se situe hors marché. Il n'existe pas de statistiques officielles. (Espina Prieto, 2008) et Mesa-Lago, 2006) estiment que l'incapacité à satisfaire ses besoins de base touche environ 20% de la population cubaine en 1999 et 2002.
6. Lutter, inventer, d'autres termes employés pour désigner les efforts requis pour organiser la (sur)vie matérielle.
7. Une proportion non négligeable de Cubains perçoivent de l'argent de l'étranger, mais cette aide familiale tend à favoriser les mieux dotés (et les Blancs).
8. Les mères célibataires bénéficient d'une priorité d'accès à l'emploi.

9. Les pensions alimentaires aux enfants de la part du parent qui n'a pas la garde sont très faibles, lorsqu'elles sont perçues.
10. Pour une interprétation socioéconomique des fluctuations du taux de fécondité cubain, voir notamment Diaz-Briquets et Perez, 1982.
11. Cuba n'a quasiment pas de population immigrée de première génération.
12. Comme dans bien d'autres pays socialistes ; cf (Javornik, 2014).
13. Dans un des *municipios* de La Havane, il y a deux personnes âgées pour un enfant.
14. Littéralement : grands-parents, utilisé pour désigner les personnes âgées.
15. Littéralement « la personne qui prend soin », dans le premier cas au masculin, dans le second au féminin.
16. Voir notamment Fleites-Lear, 1996 ; Lutjens, 1995; Peciña, 2008 ; Almodovar Romero, 2010, Wehrli, 2010...
17. Dans le recensement de 2012, le taux d'activité des femmes n'est que de 40,7%, et celui des hommes de 68,2%, en chute brutale par rapport aux chiffres diffusés depuis le recensement de 2002 et jusqu'à 2011 : 90% de taux d'activité pour les hommes et 60% pour les femmes. Il est difficile de savoir dans quelle mesure ce décrochage est dû aux transformations de la famille et du marché du travail, et/ou à l'allongement de la durée des études, par exemple : entre 25 et 60 ans (qui est l'âge actif de fait) on est entre 80 et 90% d'activité pour les hommes, et pour les femmes entre 55 et 60%. Ou encore à des changements dans les méthodes statistiques et de recensement, et dans la politique des signes qu'elles émettent.
18. Voir Martin, 2008.
19. Services, prestations, programmes.
20. Dispositif d'accompagnement et de prestations familiales.
21. En 2011, l'assistance sociale ne couvre que 1,6% des individus, alors que le taux de pauvreté et/ou de grande vulnérabilité sociale est bien supérieur, autour de 20%.
22. Plan national de services sociaux auprès des personnes âgées.
23. Programme de services multidimensionnels aux adultes âgés.
24. Environ 150 *residences* hébergent à la fin des années 2000 moins de 9000 résidents sur l'ensemble du territoire cubain, soit 0,6% des personnes âgées, mais leur construction est en essor.
25. Réseau d'institutions d'accueil, de conseil, de consultation et de formation de la Fédération des Femmes.
26. Voir notamment à cet effet Javornik, 2014.

RÉSUMÉS

Ce texte analyse la mise en tension des modèles idéaux de *care* de la révolution cubaine, qui reposaient sur une participation importante des services publics en contournant, ou occultant, une relative inertie de la division sexuelle du travail au sein des ménages. Cette dernière resurgit dans un contexte de rétraction des services publics, de dislocation familiale et surtout d'essor d'une autre demande de *care*, émanant des personnes âgées. Dans un premier temps, je présente les termes de la tension entre projet émancipateur et besoin de solidarité familiale pour la satisfaction des exigences matérielles de l'existence, dans un contexte de crise économique. On voit ensuite comment la demande croissante de *care* de la part des personnes âgées et

dépendantes en particulier est comblée au premier chef par les ménages, et pèse de façon disproportionnée sur les femmes. Le « familialisme implicite » de l'État social cubain se mue ainsi en néo-familiarisation, mettant en péril certains des acquis révolutionnaires d'émancipation féminine.

This paper analyzes the jeopardization of the Cuba revolution ideal *care* model, which rested upon a strong participation from public services, circumventing, or concealing the inertia of sexual division of labour within the households. The latter re-emerges in a context of shrinking public service and growth of another demand for *care*, originating from ageing persons. A first part presents the terms of the tension between the emancipatory project and need for family solidarity for the satisfaction of daily material requirements, in a context of economic crisis. A second part of the paper highlights how care demands from old and dependent people is satisfied in the first place by households, thus disproportionately burdening women. Cuban social state « implicit familialism » is turning into « neo-familialisation », threatening some of women's emancipatory revolutionary gains.

INDEX

Keywords : care, Cuba, family, social reproduction, women's emancipation

Mots-clés : care, Cuba, émancipation féminine, famille, reproduction sociale

AUTEUR

BLANDINE DESTREMAU

Directrice de recherches, CNRS / IRIS / EHESsblandine.destremau@gmail.com